

# la lettre eau

Septembre 2006 - n°36

## Sommaire

### Actualité

Eau : débattre sur le sexe des redevances,  
ou promouvoir le principe pollueur-payeur ?

p.3

La Bassée, si controversée

p.6

### Dossiers

Du nouveau sur le Doubs franco-suisse :

Elle tourne, la turbine

p.8

Des réserves d'eau pour le bassin de l'Autize :

Un projet de dupes ?

p.14

### Point de vue

Poutès-Monistrol

L'heure des choix : aménager ou déménager

p.16



FRANCE NATURE  
ENVIRONNEMENT

Revue de France Nature Environnement

Fédération française des associations de  
protection de la nature et de l'environnement

[www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)



«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr/PA/eau/eau.htm>

En raison d'un remaniement de gestion en interne, le mode de diffusion de la Lettre eau a changé depuis le numéro 33. Par conséquent, nous mettons fin aux abonnements payants.

Mais la Lettre eau a plus que jamais besoin de votre appui pour continuer à participer au débat sur les politiques de l'eau, dans une démarche de sensibilisation des citoyens.

Nous vous proposons désormais de soutenir cette publication par vos dons.

**Devenez un «don'acteur»  
Faites un don pour que «la Lettre  
et l'eau» restent vives !**

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Reçu fiscal adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez faire parvenir vos dons (d'un montant minimum de 15€), ainsi que toutes vos questions ou remarques aux coordonnées suivantes :

**Pôle ressources en eau et milieux naturels  
aquatiques de France Nature Environnement**

6 rue Dupanloup - 45000 Orléans  
☎ 02 38 62 55 90 - 📠 02 38 62 55 91  
e.mail : [eau@fne.asso.fr](mailto:eau@fne.asso.fr)  
site web : [www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)

Directeur de la publication : Sébastien Genest  
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable  
des Politiques Eau de France Nature Environnement  
Comité de rédaction : Elise Delanssays et  
Romain Suaudeau

Conception & réalisation : Olivier Gaudissard  
Impression : Imprimerie Nouvelle - Routage : Dautry  
Crédit photo couverture : Bernard Rousseau - La  
Truyères (48).



## édito



### Pour une eau vivante : dans le Haut Allier, effacer le barrage de Poutès !

Insectes aquatiques, poissons et végétaux sont les témoins de ce que subissent les eaux superficielles, ils sont les intégrateurs de tous les traumatismes du milieu aquatique. Leur présence, leur abondance, la répartition de leurs différentes classes d'âge, permettent de porter un jugement sur l'état du milieu.

«L'état des lieux», réalisé en 2004 pour la Directive-Cadre sur l'Eau, a permis d'identifier et de hiérarchiser les principales causes de la dégradation de la qualité du milieu aquatique : les pollutions diffuses<sup>(1)</sup> et la modification morphologique des cours d'eau.

La canalisation des rivières, leur approfondissement, leur rectification, l'implantation de barrages, la dérivation des eaux, la manipulation des débits, et l'aménagement des bassins versants, sont des actions dont les effets négatifs cumulés sur la vie aquatique sont notoires, mais il demeure ardu de les évaluer. Malgré cette difficulté, il est indispensable de différencier les impacts des perturbations, qu'elles soient chimiques ou morphologiques, pour les combattre efficacement.

A l'occasion de l'enquête publique sur le renouvellement de la concession hydroélectrique du barrage EDF de Poutès Monistrol, situé dans le département de la Haute Loire sur l'Allier, l'étude d'impact fournit de précieuses indications, et permet de faire cette différenciation.

Dans le secteur de Poutès, la truite et l'ombre commun sont sous-représentés, bien que cette zone soit très favorable à leur présence. Cette forte anomalie ne peut pas être expliquée par une perte de qualité de l'eau, les concentrations en nitrates et en biocides étant très faibles du fait d'une agriculture encore centrée sur l'élevage extensif, et encore moins par une pression de pêche accrue, car le nombre de pêcheurs diminue régulièrement au fil des années.

Reste l'impact de Poutès. A l'amont par son plan d'eau, il stérilise la rivière et ses frayères. A l'aval et sur 8 km, il détourne une grande partie du débit de la rivière. Plus à l'aval encore, il fait varier journalièrement le débit du cours d'eau dans de grandes proportions.

Au total, ce sont 15 km de l'Allier qui sont **directement, fortement** perturbés. Et pourtant, aussi bien à l'amont du plan d'eau que très à l'aval du barrage, les analyses biologiques ne montrent pas de différences, les populations de truites et d'ombres sont tout aussi clairsemées. D'où cette conclusion : Poutès n'aurait pas d'effets significatifs sur le milieu. Mais le problème est plus compliqué, car en amont, le barrage de Naussac artificialise les débits de l'Allier.

A partir du mois de juin, avec ses 190 millions de m<sup>3</sup>, Naussac injecte dans l'Allier une eau froide dont le débit augmente régulièrement, créant dans les 80 km de gorges un courant de plus en plus vif, qui pénalise les espèces fragiles au stade juvénile.

Cette artificialisation appauvrit biologiquement l'Allier : elle est certainement la cause de la raréfaction de la truite et de l'ombre à l'amont de Poutès. En conséquence, l'impact de Poutès sur les espèces sensibles, absentes à l'amont de ce barrage, ne peut tout simplement pas être mesuré : les conclusions partielles tirées dans l'étude d'impact sont donc abusives.

Le renouvellement de cette concession hydroélectrique pour une durée de 40 ans est lui aussi abusif. Il aurait dû s'inscrire dans un cadre plus vaste qui concerne tout le Haut Allier, et en particulier le fonctionnement hydrologique du complexe de Naussac dont le règlement d'eau devrait être revu.

D'autant plus abusif que la commission Loire<sup>(2)</sup> du Comité de bassin Loire Bretagne, n'a tout simplement pas été consultée, pas plus que les autres instances décisionnelles de l'Agence de l'eau. Pourtant EDF s'était engagée à une telle consultation pendant l'enquête publique.

Devant les dépenses importantes engagées pour la survie du saumon dans le bassin de l'Allier, France Nature Environnement en appelle à Madame la Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable pour que le dossier du Haut Allier soit remis à plat pour un traitement global.

Bernard Rousseau  
Ancien Président de France Nature Environnement  
Responsable des politiques eau

(1) Pour les biocides, le nouveau rapport de l'IFEN rendu public le 17 août 2006 ne montre aucune amélioration. La contamination est quasi généralisée : 96% des prélèvements dans les eaux superficielles révèlent la présence de pesticides, et 61% dans les eaux souterraines.

(2) La «commission Loire» du Comité de bassin Loire Bretagne a été créée à la suite du combat de «Loire Vivante» contre l'aménagement de la Loire, pour traiter spécifiquement des problèmes de ce fleuve et de ses affluents.

# Eau, débattre sur le sexe des redevances, ou promouvoir le principe pollueur-payeur ?

Le 18 avril 2006, en pleine période de débats sur le projet de loi sur l'eau, Michel Rocard, ancien Premier Ministre et député européen, faisait paraître dans Libération un article intitulé «Eau, sauver la redevance»<sup>(1)</sup>.

La lettre eau revient sur les arguments qui y ont été avancés et fait le point sur la question de la constitutionnalité des redevances de l'eau.

## Constitutionnalité ou inconstitutionnalité des redevances : telle est la question !

En chantier depuis bientôt quatre années, après de multiples reports, la nouvelle loi sur l'eau a été examinée par l'Assemblée nationale et votée en première lecture le 30 mai 2006. Cet examen est intervenu un an après celui des sénateurs, sur un texte ayant subi quelques améliorations pour de nombreuses régressions, partant d'un projet gouvernemental initial qui, loin d'être parfait, reflétait les compromis politiques du moment ! Le nouveau texte amendé par les députés a été examiné en deuxième lecture par le Sénat en septembre ; il devrait être voté définitivement en novembre.

Quoi qu'il en soit, le projet de loi porte enfin sur une réforme des redevances financières des Agences de l'eau, que tous les gouvernements successifs ont en effet éludée. Etant considérées comme des «impositions de toute nature»<sup>(2)</sup>, les redevances doivent être fixées par une assemblée élue au suffrage universel. Actuellement, ce sont en effet les Comités de bassin<sup>(3)</sup> - composés certes d'élus mais aussi de représentants du monde économique et de la société civile, simplement désignés par leurs instances respectives - qui fixent ces redevances, rendant le dispositif en vigueur inconstitutionnel depuis plus de 40 ans.

Il est donc prévu dans l'actuel projet de loi sur l'eau qu'elles soient déterminées de manière souple et homogène par le Parlement, dans un cadre permettant aux Comités de bassin de continuer à exercer leur responsabilité éminente, pour accompagner financièrement l'amélioration de la gestion de l'eau dans notre pays (il leur reviendra de définir le taux des redevances dans la fourchette établie précédemment par le Parlement).

## La démocratie dans les Comités de bassin : elle penche toujours du même côté !

Donc, ce sont les Comités de bassin, au moyen de leurs votes par définition démocratiques, qui fixent aujourd'hui, et fixeront demain les redevances (dans un cadre limitatif fixé par le parlement aux termes de la loi en discussion). Ceci renvoie à la composition de ces instances qui - elle - n'est guère démocratique, les protecteurs de l'environnement et les consommateurs y étant très minoritaires.



Un tronçon de rivière qui semble encore préservé : témoin du bon état écologique ? - Rivière allier (juillet 2006)  
Crédit photo : Bernard Rousseau - France Nature Environnement

Comme la Cour des comptes, nous constatons que, dans le système actuel, les particuliers paient en moyenne nationale environ 84% des redevances, les industriels 15%, et les agriculteurs 1%, et ceci en violation complète du principe pollueur-payeur. De la même manière, nous constatons également que cette politique financière de bassin dégage, certes, des marges de financement non négligeables pour équiper nos bassins, mais nullement de manière efficace, et jamais en décourageant économiquement les activités ou aménagements perturbateurs de la ressource naturelle. Bref, jusqu'à aujourd'hui, la politique financière de bassin veille tout autant à encourager la «pollution» et la «dépollution», en subventionnant largement la «dépollution» et en taxant de manière minimaliste certaines «pollutions». La prévention des dommages aux milieux aquatiques n'est pas assurée par un dispositif économique efficacement dissuasif. Enfin, tout en étant un lieu utile de dialogue social où des intérêts divergents se manifestent, le débat constructif de la politique contractuelle de l'eau reste à créer au sein des Comités de bassin, de même qu'une culture progressiste du compromis social où chacun cherche à comprendre ce qui est acceptable par l'autre au lieu de chercher à le faire capituler, ou de refuser toute évolution significative du régime actuel non durable, au nom de la défense des droits acquis.

Cependant, la nouvelle loi sur l'eau ne changera guère cet état de fait, car pour être acceptable politiquement, elle se réduit en une restructuration/harmonisation - certes utile - de l'assiette des redevances actuellement appliquées. Tant et si bien que le principe

(1) Cet article de presse fut complété les jours suivants par un article d'André Santini, président du Comité de bassin Seine-Normandie, «Vers un impôt sur l'eau ?» (Le Monde, 10 mai 2006), révélant l'ampleur des résistances politiques à la réforme nécessaire des redevances financières des Agences de l'eau.

(2) Conseil constitutionnel, décision n° 82-124 L du 23 juin 1982 (Nature juridique des dispositions du premier alinéa de l'article 13 et du deuxième alinéa de l'article 14 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution).

(3) Créés par cette même loi sur l'eau de 1964.



# Eau, sauver la redevance, ou promouvoir le principe pollueur-payeur ?



Un champ de blé parmi tant d'autres, symbole d'une généralisation de l'agriculture intensive  
Crédit photo : Bernard Rousseau - France Nature Environnement

pollueur-payeur ne sera pas davantage appliqué demain qu'aujourd'hui, puisqu'il est prévu de faire évoluer les contributions respectives des 3 grandes catégories de contributeurs de l'ordre du 1%. Ainsi, à titre d'exemple, pas plus que dans le système en cours, elle ne prévoit de faire payer une redevance aux agriculteurs sur les pollutions nitratées. Seuls certains éleveurs, et encore très modestement, y contribuent fort symboliquement. Pourtant, le problème n'est pas mineur : avec 720000 tonnes de nitrates qui arrivent à la mer chaque année (dont 5% sont imputables aux industriels, 20% aux particuliers, et 75% - soit 530000 tonnes - aux agriculteurs), la France, qui ne respecte pas la directive sur les eaux brutes superficielles potabilisables en Bretagne, va au devant d'une condamnation par la Cour européenne de justice et s'expose à un risque majeur de condamnation au paiement de lourdes amendes et astreintes financières (de l'ordre de plusieurs dizaines de millions d'Euros) pour son non-respect réitéré<sup>(4)</sup>.

## Redevance pour service rendu, ou redevance fiscale ?

Supposé porter sur l'application du principe pollueur-payeur, le débat sur la nature juridique des redevances, tel que le présente Michel Rocard, est totalement biaisé et particulièrement inopérant juridiquement. M. Rocard sous-entend que la redevance pour service rendu constituerait «un puissant instrument d'incitation à la dépollution», n'hésitant pas à dénoncer, si on le remettait en cause, le risque «d'abolir tout lien entre les redevances et les situations concrètes rencontrées sur le terrain» et «comme l'a dit un opérateur, à créer la Sécurité sociale de l'eau». Mais tel est justement le bilan dressé par la Cour des Comptes en 1997, que les redevances actuelles (de type «service rendu», établi ou encadré par voie réglementaire) n'ont pas permis de régler, en dissuadant efficacement les usagers de l'eau de porter atteinte la ressource.

Le zonage géographique des redevances (permettant d'appliquer différemment les redevances selon l'état des eaux des bassins versants), organisé pour améliorer leur efficacité environnementale, est parfaitement réalisable indépendamment de leur nature juridique. Ayons encore la lucidité, sinon l'honnêteté, de considérer que les redevances fiscales - telles que proposées aujourd'hui au Parlement avec cette nouvelle loi sur l'eau - ne le permettront pas davantage, en l'état actuel des propositions débattues.

Enfin, indépendamment des querelles byzantines propres à la doctrine juridique et constitutionnelle, la seule différence entre les redevances fiscales ou pour service rendu tient au degré d'autonomie des Agences de l'eau dans la conduite de la politique financière de l'eau.

La redevance pour service rendu est la contre-partie financière d'une prestation identifiée, fournie à des usagers. Elle permet au fournisseur de service de couvrir les charges financières découlant de ce service déterminé. Ce cloisonnement comptable du service, véritable «ligne Maginot» entre le budget des Agences de l'eau - établissement public de l'Etat - et le budget général de l'Etat, a le mérite d'assurer la protection de l'autonomie budgétaire des Agences de l'eau des appétits budgétaires étatiques. Mais elle protège tout autant les pollueurs, en leur assurant paradoxalement une rente financière «de situation», le fameux retour moyen sur cotisations, avec tous les aspects pervers d'une telle «sécurité sociale de l'eau» : l'entretien paradoxal des altérations de l'eau par des mesures palliatives compensatoires coûteuses et inefficaces, qui «plombent» littéralement la progression des politiques de l'eau. Telle est l'économie générale du dispositif actuellement en vigueur, critiquée pour son inefficacité



Un système de production agricole qui favorise l'extension de cultures irriguées et traitées - Irrigation d'un champ de maïs dans l'Orme (61)  
Crédit photo : Jean-Paul Doron - Fédération de Pêche (61)

(4) Voir le signal d'alarme tiré par la sénatrice F. KELLER : «Les enjeux financiers liés au droit communautaire de l'environnement» (Rapport Sénat - juin 2006).

# Eau, sauver la redevance, ou promouvoir le principe pollueur-payeur ?

environnementale, que M. Rocard propose donc de consacrer, moyennant l'inscription dans la nouvelle loi de redevances des Agences de l'eau «pour service rendu».

**La redevance fiscale**, constituant une «imposition de toute nature» affectée à l'eau, ne garantit - elle - aucun retour financier intégral vers le contribuable. Elle autorise plus facilement des prélèvements financiers étatiques, hors bassin, mais ceux-ci renforcent paradoxalement l'application du principe pollueur-payeur, en privant potentiellement les pollueurs d'un retour global automatique sur leurs cotisations. C'est la raison pour laquelle la loi nouvelle privilégie cette organisation financière. En outre, au regard de la composition actuelle des Comités de bassin qu'il n'est pas prévu politiquement de faire évoluer, de quelle institution peut-on attendre plus de courage citoyen et politique pour taxer les pollueurs ? Du Parlement au niveau national, garant de l'intérêt général ; ou des Comités de bassins, garant des intérêts publics et privés. De notre point de vue, le nécessaire renforcement d'une fiscalité écologique a matière à se concrétiser dans le domaine de l'eau, et le Parlement apparaît le mieux placé pour le faire sérieusement.

Le débat sur la nature juridique des redevances est donc bel et bien un faux débat, monté de toute pièce par les partisans du statu quo. De ce point de vue, on comprend bien qu'en organisant très librement la distribution de près de 2 milliards d'Euros par an de produits financiers, les présidents de Comités de bassin<sup>(5)</sup> - que rejoint malheureusement M. Rocard - soutiennent le maintien d'un lieu de pouvoir hors norme, malgré l'inefficacité relative des politiques menées ces dernières décennies.

## De ponctuelle à diffuse, métamorphose de la pollution des eaux françaises

Monsieur Rocard base son évaluation de la pollution des eaux sur les conséquences liées à l'industrie et à son système de production. Mais alors il fait l'impasse sur la première source de pollution qu'est le secteur agricole, aussi bien pour la pollution diffuse (biocides et nitrates) qu'il génère que pour la modification des bassins versant des cours d'eau, et pour les prélèvements d'eau dans le milieu naturel avec la mise à sec de nappes et de rivières.

Quand il affirme que «la proximité du terrain doit permettre de moduler les redevances, en fonction du degré d'urgence des situations locales, et de diminuer à l'occasion si les industriels pollueurs assujettis arrivent à modifier leurs processus de production pour polluer moins», nous ne pouvons que constater et regretter que le principe évoqué de proximité ait joué à l'inverse en agriculture, où la puissance de la Politique Agricole Commune

n'a fait que pulvériser toutes les politiques environnementales dont nous observons qu'elles ont toujours été d'ampleur homéopathique.

En évoquant l'amélioration de la situation écologique des milieux aquatiques, M. Rocard néglige tout le travail réalisé (et l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir, qui est considérable !) sous l'impulsion de la Directive-Cadre sur l'Eau. Celle-ci a pour ambition d'atteindre le bon état des eaux européennes en 2015 ; or seulement 50 à 25% des masses d'eau du territoire français seraient susceptibles d'y parvenir<sup>(6)</sup>... Les documents d'état des lieux, réalisés dans chaque bassin hydrographiques en 2004, estiment entre 25 et 20% le nombre des masses d'eau pouvant atteindre le bon état écologique<sup>(7)</sup> si l'on continue les politiques actuelles.

D'ailleurs, il n'est pas besoin de consulter de savants documents pour constater la dégradation écologique et généralisée des eaux : il suffit de parcourir les rivières, de soulever des cailloux, et d'observer ce qui reste des insectes aquatiques qui peuplaient les eaux il y a trente ans, ou encore de compter les poissons !



Après des épisodes pluvieux, les sédiments se retrouvent dans l'eau (d'où sa coloration). Quid des substances qui les accompagnent ? - Gave du Saison (64)  
Crédit photo : Bernard Rousseau - France Nature Environnement

## La fin réclame des moyens

Le dispositif institutionnel que tente péniblement de réformer le projet de loi apparaît fidèle au principe «l'eau paie l'eau», et peut constituer, pour peu que nos parlementaires assurent demain leur responsabilité pour les générations futures, indépendamment des courtes vues de leurs électeurs d'aujourd'hui, les bases d'un redressement des politiques de l'eau actuelles, marquées par l'absence de courage et de volonté politique pour affronter les défis à venir et rendre enfin soutenable pour la vie et les milieux naturels notre désir commun d'avenir.

Pierre BOYER et Bernard ROUSSEAU  
Réseau eau et milieux naturels aquatiques  
de France Nature Environnement

(5) Tous les amendements présentés sur ce sujet par André Santini, député des Hauts-de-Seine et président du Comité de bassin Seine-Normandie, seront repoussés à une écrasante majorité par l'Assemblée nationale en mai dernier.

(6) Rapport de Jean-Claude Lefeuvre, professeur au Muséum national d'histoire naturelle, «La qualité de l'eau en France», juin 2005.

(7) Voir à ce sujet l'édition de la Lettre eau N° 35, juin 2006.

## La Bassée, si controversée

Dans le numéro 34 de la Lettre eau, paru en mars 2006, figurait un article dénonçant «un projet impossible pour la Bassée». Directement concernée par l'argumentation de l'article, qui mettait en cause les impacts qu'un tel projet inflige à l'environnement, l'Institution Interdépartementale des Barrages-Réservoirs du Bassin de la Seine (IIBRBS) nous a demandé de publier son droit de réponse, que voici.

Dans son édition N° 34 du mois de mars 2006, France Nature Environnement a fait paraître un article intitulé «Un projet impossible pour la Bassée».

L'Institution Interdépartementale des Barrages-Réservoirs du Bassin de la Seine (IIBRBS), également appelée «Grands lacs de Seine», maître d'ouvrage du projet de la Bassée, souhaite réagir à cet article.

Sans vouloir polémiquer sur les termes et le ton de cet article, il nous apparaît indispensable d'y relever trois inexactitudes factuelles importantes.

En premier lieu, nous tenons à indiquer que le coût de l'ouvrage a été très largement exagéré. Le chiffre de 4,38 milliards d'euros annoncés par l'article, sans mention de la source, est en effet totalement hors de proportion avec le coût réel du projet qui devrait s'élever à 500 millions d'euros, le document de synthèse des études ayant indiqué un coût technique de 370 millions d'euros.

En second lieu, le projet pour la Bassée a pour objectif de minimiser les risques d'inondation entre Montereau et Paris. Les études réalisées démontrent que le projet devrait entraîner une diminution significative de la hauteur des crues de 30 à 60 centimètres à Montereau et de 30 à 40 centimètres à Paris, et non, comme le précise l'article, une diminution de la hauteur de crue de 10 à 20 centimètres.

En troisième lieu, il est précisé à tort que le recours au pompage est nécessaire pour le remplissage, comme pour la vidange de l'ouvrage. En effet, le pompage n'étant pas nécessaire pour effectuer la vidange de l'ouvrage, il a été envisagé dès 2001 une vidange gravitaire, principe qui n'a jamais été remis en cause par la suite.

Monsieur le Président Pascal Popelin  
Vice-Président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis

*Des erreurs, concernant l'évaluation chiffrée du coût du projet, ont été effectivement commises. Nous le regrettons sincèrement et prions nos lecteurs de nous excuser de ces inexactitudes.*

*Néanmoins, nous souhaitons réaffirmer notre position, notamment notre attachement à une vision qui fait primer la préservation de l'environnement. Voici (en réponse au droit de réponse !), le point de vue d'un militant qui a étudié ce projet de très près...*

Par 35°C à l'ombre, des milliers de parisiens prennent leur plaisir sur les bords d'une Seine sans cesse chenalisée depuis l'implantation urbaine. Rappelons que **la Seine écoule les eaux** d'un bassin sans montagne, lentement, et que **même lors d'événements exceptionnels** (simultanéité de pluies très denses et de fonte de neige, concomitance des crues de la Seine amont et de l'Yonne), **l'information peut circuler avec efficacité**. Les termes d'une prévention sont donc radicalement différents de ceux des rivières cévenoles ou pro alpines. Alors voici peut être l'occasion de traiter sereinement (pas froidement) des inondations d'un fleuve au gabarit par ailleurs bien modeste.

**Notre mouvement associatif poursuit au moins deux objectifs** : la conservation (plutôt la reconquête) de la biodiversité et la gestion à long terme des ressources naturelles, dont l'eau, qu'elle soit dans les nappes, dans les cours d'eau ou en fines gouttelettes dans l'air.

**La biodiversité** est liée à la qualité des eaux elles-mêmes, mais elle est surtout déterminée par :

- l'étendue des milieux annexes et l'importance de leur connexion au cours d'eau ;
- la continuité de cet ensemble interactif, tout au long de l'axe des cours d'eau ;
- et le régime des eaux : **l'amplitude entre des situations de crues et de basses eaux ont depuis des millénaires servi de cadre à des évolutions biologiques complexes et multiples**, spécialisant des populations et créant des espèces.

Un exemple familier est la rénovation des berges, qui dégage des microfalaies propices à la nidification des hirondelles de rivage. Mais la grande spécialisation et le nombre considérable d'espèces d'invertébrés du sous écoulement<sup>(1)</sup> ou des zones humides latérales au cours d'eau constituent autant de modèles, biologiques, physiques, chimiques dont l'intérêt scientifique est aussi évident que peu exploré.

De moulin en moulin, plus tard d'écluse en écluse, la Seine - et plusieurs de ses affluents - ont été transformés en un escalier dont les compartiments ont perdu beaucoup de cette naturalité ; c'est dire si **le maintien du peu de pulsation du cours d'eau est une priorité**.

(1) Eau qui s'écoule dans les premiers centimètres des couches de graviers et de sables qui constituent le plancher du cours d'eau. Ce milieu, où la lumière ne pénètre pas, où l'eau s'écoule moins vite que dans le cours d'eau, mais plus vite que dans la nappe phréatique qui lui succède en profondeur, est un écosystème refuge aussi original que les milieux cavernicoles.



La ressource en eau elle-même, est une autre priorité, d'ailleurs pas nécessairement cohérente avec la conservation de la biodiversité citée ci-dessus... La gérer à long terme conduit à veiller à ce que l'écoulement des eaux soit suffisamment lent pour que les nappes alluviales, ou plus profondes, stockent des masses d'eau restituées fraîches, et donc oxygénées : cessons donc - chacun et collectivement - le grand mouvement séculaire d'accélération vers l'aval, première version du NIMBYsme(2).

Créé pour donner corps à une réponse à l'inondation de 1910, le programme d'immobilisation de 1 milliard de m<sup>3</sup> stockés en amont de Paris a été réalisé ; soit 800 millions de m<sup>3</sup> par les barrages (95% en Champagne Ardenne) qui ont sacrifié près de 10 000 hectares et, tout de même... trois villages entiers !

Lors de l'élaboration du 6<sup>ème</sup> programme des Agences de l'eau, après s'être assuré d'un vote unanime du bureau, puis de l'assemblée plénière du Conseil Economique et Social Régional de Champagne Ardenne, l'association Champagne Ardenne Nature Environnement a affirmé avec succès, que cette politique était parvenue à son terme, pour avoir laissé plus de place à la dilution de la pollution qu'à l'écêtement des crues. Elle a aussi défendu l'idée générale d'une reconquête des fonctions naturelles d'écêtement assurées par les espaces latéraux au fleuve, suggérant d'en profiter pour :

- protéger ou faire retrouver leurs caractéristiques aux espaces les plus intéressants pour la biodiversité ;
- créer de grandes zones humides en lieu et place des zones abîmées par l'extraction alluvionnaire, voire la production de maïs.

De 1992 à ce jour, cette philosophie a été traduite par la non dotation de la ligne «ouvrages structurants» dans le budget de l'Agence de l'eau Seine Normandie. Champagne Ardenne Nature Environnement y a veillé années après années. On notera que de manière constante, le volume financier évoqué pour un nouveau barrage réservoir, ou une opération d'envergure assurant des fonctions comparables, s'est situé à hauteur de 1,5 milliards de Francs en 1992, soit 0,5 milliards d'Euros actualisé en 2007.



Exemple de zone humide dans la Brenne - Le Gabriau (36)  
Crédit photo : Diren centre - 2001

Il faut reconnaître à l'Institution Interdépartementale des Barrages-Réservoirs du Bassin de la Seine (IIBRBS), qui dans sa communication ne revendique plus d'avoir créé du patrimoine naturel et utilise désormais la dénomination de «lacs-réservoirs», une évolution très positive.

Il faut par contre s'inquiéter de ce que dans le droit de réponse (ci-dessus), la référence à l'appellation «Grands Lacs de Seine» soit reprise, et surtout que dans la dernière brochure annuelle, le projet de «Lac des Côtes de Champagne» réapparaisse, précédant dans les priorités la réduction de la vulnérabilité.

De la même manière que l'abandon dans les années 90 du Lac des Côtes de Champagne a été accompagné par une opération d'envergure (11 milliards de Francs initiaux pour le contrat de bassin signé avec la Région Ile-de-France) aux fins de maîtriser la pollution, il convient aujourd'hui de dégager un projet global qui ne peut être défini qu'au travers du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) en traitant, avec sincérité et égalité des moyens programmés :

- du mode d'occupation des bassins-versants ;
- de l'urbanisation, voire de la désurbanisation des lits majeurs ;
- de la protection et de la reconquête des zones humides des couloirs fluviaux.

L'IIBRBS ne peut prétendre, et ne prétend d'ailleurs pas, être le maître d'ouvrage en mesure d'assumer un objectif aussi complexe et ambitieux que nécessaire. Il revient à l'Etat de garantir un exposé rationnel des enjeux et d'apporter une solution efficace et équilibrée.

Pour l'heure, la préparation du 9<sup>ème</sup> programme donne l'occasion à l'Agence de l'eau Seine Normandie - dont il faut souligner qu'elle a acquis depuis 1992 plus de 700 hectares en Bassée pour protéger la ressource en eau - de réaffirmer qu'elle ne perçoit aucune redevance, et ne peut donc assurer aucune mission liée à la gestion des inondations ; et qu'elle est fondamentalement attachée à une vision équilibrée de la gestion du bassin, selon les principes trop rapidement exposés ci-avant et réénoncés par la COMINA(3).

Champagne Ardenne Nature Environnement, présente et active au Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Seine Normandie, associée à la réflexion sur le plan Seine, y veillera avec ténacité, en s'efforçant de prendre le temps de la concertation interne.

Daniel YON  
Président de Champagne Ardenne Nature Environnement  
Membre du Comité de bassin et  
Vice-président du Conseil d'administration  
de l'Agence de l'eau Seine Normandie

Pour en savoir plus :

Champagne Ardenne Nature Environnement  
✉ 5 Voie des Sarrazins  
51250 SERMAIZE-LES-BAINS  
☎ 03 26 73 29 41

(2) Phénomène NIMBY : «Not In My Back Yard» (traduit de l'anglais par «pas dans mon jardin»). Ce terme désigne globalement des conflits d'intérêts d'enjeu local, dans lesquels les parties concernées repoussent le problème chez le voisin.

(3) COMINA : Commission du Milieu Naturel Aquatique.

## Du nouveau sur le Doubs franco-suisse : Elle tourne, la turbine...

Le 27 avril 2006, à Neuchâtel, une microcentrale très particulière a été inaugurée par les électriciens franco-suisse. Cet ouvrage a été construit au pied du barrage du Chatelot (25) et en turbine ainsi le débit réservé<sup>(1)</sup>, ce qui a permis de faire passer ce dernier de 250l/s à 2000l/s ! En outre, il offre l'opportunité de vendre plus cher l'ensemble de la production de l'usine principale comme «courant vert», si bien que l'affaire est économiquement rentable pour les électriciens.

Cet aboutissement est exemplaire, car il résulte de 25 années d'efforts individuels de certains associatifs. Il prouve à nos militants que, même si les chemins peuvent être longs et difficiles, il ne faut jamais renoncer ; que même les électriciens peuvent changer d'avis quand on leur démontre qu'ils se fourvoient et peuvent reconnaître l'intérêt économique de débits réservés augmentés.

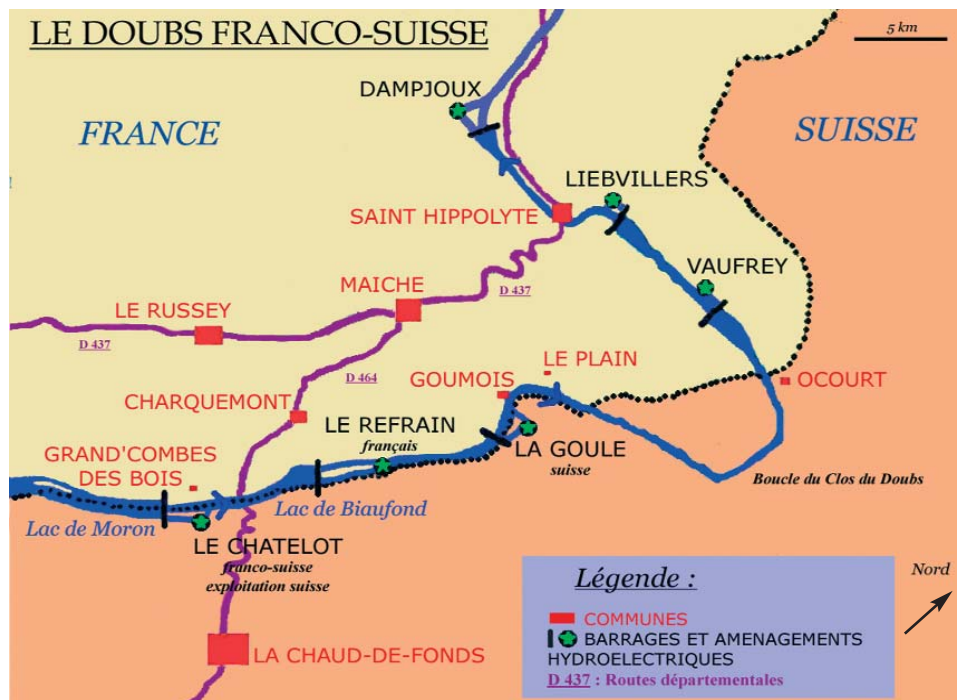
Il a fallu alerter la presse, sensibiliser les autorités administratives à une exploitation scandaleuse de l'hydroélectricité, faire admettre que les règlements étaient régulièrement transgressés... D'ailleurs, même légales, ces pratiques étaient dommageables, notamment pour la faune piscicole. Il a fallu créer une «nouvelle convention»<sup>(2)</sup> franco-suisse, outil juridique qui réaffirme que l'exploitation hydroélectrique se doit d'assurer la pérennité des milieux naturels. Et ensuite, pendant dix ans, se battre pour faire appliquer l'outil. C'est à travers un réseau de relations personnelles et de confiance que tout ceci a pu se construire.

Les démarches qui ont abouti le 27 avril dernier nous ont conduits de Bâle à Rotterdam, de Paris au Conseil de l'Europe à Strasbourg, de Berne à Besançon. Les autorités suisses ont été un levier déterminant pour faire bouger le mammoth français de l'énergie, autorités que les associations de protection de la nature rencontrent depuis 1997 au sein de la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR). **C'est la dimension internationale du problème qui a indéniablement permis une conclusion heureuse.**

### Les trois configurations du Doubs franco-suisse, ou pourquoi faire simple...

Trois barrages sont concernés sur la frontière franco-suisse, là où le Doubs coule vers le Nord.

Le premier, celui du **Châtelot**, est situé au fond



d'une gorge, en bas de la capitale horlogère suisse la Chaux-de-Fonds. La ligne frontière entre la France et la Suisse se situant au milieu de la rivière, le barrage du Châtelot, géré par les électriciens suisses, turbine des eaux françaises à 50%. A ce titre, EDF participe à l'administration de l'ENSA (Electricité Neuchâtelloise Société Anonyme).

Le second, le **Refrain**, est en aval de Biaufond. Les eaux sont devenues 100% françaises, car la moitié côté suisse est une propriété domaniale de l'état français<sup>(3)</sup>. L'usine du Refrain a cependant des infrastructures en Suisse (assise du barrage), ce qui complique le cadre juridique de sa concession.

Les usines du Châtelot et du Refrain fonctionnent par à-coups, selon la demande du réseau électrique : elles stockent l'eau samedi-matin pour la larguer lundi matin, ou les lâchers sont fortement ralentis voire arrêtés la

nuit (fonctionnement intermittent, dit «par éclusée»). Cependant, jusqu'à une date récente, malgré le fax et Internet, les usiniers français du Refrain ignoraient le programme hebdomadaire de leurs collègues suisses d'amont. Depuis 1978 cette usine du Refrain est pilotée depuis un centre éloigné en aval et aucun électricien ne peut plus mesurer en direct les effets sur le milieu des dysfonctionnements éventuels.

Le troisième est celui de **la Goule**. En aval du Refrain, en rive suisse, cette usine est gérée par les Forces Motrices Bernoises et turbine des eaux 100% françaises. Elle a pour mission de réguler ce que les ouvrages amont lui restituent comme débits. Grâce à la Goule, la rivière ne subit que des marnages<sup>(4)</sup> bien atténués sur sa partie la plus touristique à Goumois. Pourtant, en aval immédiat du Châtelot, les débits peuvent passer de plus de 40m<sup>3</sup>/s à 250l/s en moins d'une heure ; les niveaux d'eau peuvent y varier de plus de 1,2 mètres en

(1) Débit réservé : il s'agit du débit minimal d'un cours d'eau laissé à l'aval d'une prise d'eau. Il doit garantir en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans ces eaux. Pour en savoir plus, vous pouvez consulter l'article «Projet de loi sur l'eau 2005 : débits et rivières réservés» de la Lettre eau N° 30 (mars 2005).

(2) Cette nouvelle convention est l'Accord de Paris du 29 juillet 1991.

(3) Suite à une transaction de 1780 entre Louis XVI et le Prince Evêque de Bâle.

(4) Marnage : au sens premier il s'agit de la différence entre la hauteur de la pleine mer et celle de la basse mer. Ici ce sont les changements de niveau dus aux fonctionnement intermittent des usines hydroélectriques.



## Du nouveau sur le Doubs franco-suisse

10 minutes ! Le Doubs y est donc devenu un vulgaire canal de fuite avec quelques fosses où le poisson se réfugie à la moindre alerte de baisse des eaux, les obstacles naturels qui freinaient le cours ayant été dynamités lors de la construction de l'usine entre 1950 et 1953. Au Refrain, où l'usine peut turbiner 25,5m<sup>3</sup>/s (le débit réservé y est de 660l/s), les mêmes variations de niveau sont observées ; mais des progrès sensibles sont en vue.

### *Indifférence ou irresponsabilité des décideurs : un constat sévère.*

A la fin des années 70, nul responsable local, ni politique ni associatif, ne semblait se soucier de la pérennité d'une nature qui était encore exceptionnelle. Il fallait souvent venir d'ailleurs pour prendre conscience du capital menacé par l'hydroélectricité sauvage. Venant des ruisseaux alsaciens où une truite de 25cm était déjà exceptionnelle, on découvrait le Doubs et ses truites de plusieurs livres. On ne pouvait alors que s'indigner que soit détruit un tel patrimoine biologique, source de richesses, un capital vraiment unique, pour un peu plus d'électricité.

Mais aucun élu local ne semblait conscient des désordres environnementaux engendrés par «la fée électricité». Pour EDF, les dysfonctionnements de l'usine française étaient toujours dus aux usiniers suisses de l'amont, et il n'y avait rien à faire contre ces gens car même Edgar Faure n'avait pas réussi à faire réviser la convention franco-suisse de 1957 (texte juridique régissant les modalités de la pêche sur la frontière). Cette convention était devenue totalement obsolète. Elle permettait notamment d'échapper aux règlements nationaux en matière de pêche : la maille<sup>(5)</sup> suisse pour pêcher la truite était réglementée à 23cm, alors que la maille française était de 25cm !

Les pêcheurs autochtones ne voyaient dans la rivière du Doubs qu'une source de protides, et accessoirement de Francs suisses. D'ailleurs, nombreux étaient ceux qui vendaient le fruit de leur pêche aux restaurants helvétiques. Le port de «la bouille» - cette boîte en zinc qu'on portait en bandoulière - n'avait d'autre raison d'être que de conserver les truites vivantes jusqu'aux viviers des hôteliers suisses.

Pour les communes riveraines, le Doubs n'était que l'exutoire des rejets directs de leurs égouts. Elles profitaient de la manne hydroélectricité tout en réservant un accueil sévère aux touristes pêcheurs. Par voie de conséquence, l'idée qu'une mise à sec de la rivière deux fois par jour puisse tôt ou tard compromettre le tourisme, le développement des gîtes ruraux et 90% de l'économie locale de villages comme Goumois n'aurait pas pu les effleurier !

Pour la société de pêche locale, la riche Franco-Suisse, l'hydroélectricité était une fatalité. Lors des assemblées générales, on ne débattait pas des règlements d'eau que les usiniers avaient à respecter. On y parlait plus de cartes vendues que des désordres du milieu aquatique et du respect d'un cahier des charges. Une biodiversité exceptionnelle de ces milieux aquatiques, celle dont la presse locale se faisait l'écho, donnait lieu à transaction amiable entre usiniers et société de pêche. Comme si de tels dégâts étaient chiffrables et réparables ! Chaque fois que l'usine du Refrain cessait de turbiner, les oiseaux piscivores trouvaient abondance de poissons piégés dans des flaques et les rigoles. On pouvait constater une mortalité piscicole due aux éclusées tous les jours de l'été, soit 100 jours par an.... Ces quasi mises à sec étaient aussi fatales à une bonne partie des insectes aquatiques ; on parlerait aujourd'hui avec la Directive-Cadre sur l'Eau de régression du bon état écologique. Dans la presse,

on citait les pêcheurs comme des râleurs venus d'ailleurs et - en filigrane - à la crédibilité douteuse...

Les électriciens avaient toujours de bonnes raisons de manquer aux obligations de leurs cahiers des charges, qui était d'ailleurs un secret jalousement gardé. La Franco-Suisse avait vainement tenté de faire réviser la convention franco-suisse de 1957, mais le Doubs-frontière était de toute façon trop loin des autorités administratives de Besançon, voire du Conseil Supérieur de la Pêche (CSP), pour qu'elle soit sérieusement écoutée et entendue.

Dans le secteur du barrage du Châtelot, la société française de pêche locale s'étonnait que quelques touristes veuillent parfois tremper une ligne sur leur lot. Méfiante et critique vis-à-vis de tout ce qui émanait d'en face, elle voyait cependant 100% de ses citoyens actifs traverser tous les jours la frontière pour y travailler. La société de pêche de droit suisse de la Chaux-de-Fonds était, quant à elle, connue pour emprunter journalièrement le téléphérique des électriciens afin d'alimenter sa buvette au lieu-dit «Les Gravières», ou tout simplement se rendre à la pêche en économisant une pénible remontée à pied. Evidemment, ce n'était pas de ces dirigeants qu'il fallait attendre la moindre critique d'éclusées ruinant le milieu naturel ou exiger le respect de l'article 12 de leur concession !

La situation n'a guère changé en 2006.



Doubs à Goumois en amont du Moulin du Plain (25) - Rive gauche suisse  
Crédit photo : Jean Wencker

(5) Maille : taille en dessous de laquelle le poisson capturé doit être remis dans l'eau.



## Du nouveau sur le Doubs franco-suisse



Chute du barrage du Châtelot (25) de 74 m. La turbine est située en bas à gauche.  
Crédit photo : Jean Wencker

### *Le bilan de 50 ans de ravages de l'hydroélectricité sur le Doubs.*

Depuis trente ans, on pouvait voir au Refrain cette belle rivière, le Doubs, d'une incroyable richesse biologique, coulant des flots verts où grouillaient insectes et vairons, se transformer (surtout l'été) en un oued marocain, un mince filet d'eau reliant quelques trous où s'étaient réfugiés les poissons. Deux ou trois fois par jour, les marnages mettaient à sec jusqu'à 80% du lit de la rivière. Il ne faut donc pas s'étonner qu'en 2006 il ne subsiste quasi rien des richesses d'antan. S'il reste indéniablement quelques belles truites, grâce aux efforts des pêcheurs, une gestion rigoureuse des prélèvements et des règlements APPMA<sup>(6)</sup> draconiens, les pêcher à la mouche est devenu un pari fou. La triste réalité est qu'il n'y a plus la stupéfiante richesse en insectes qui, dans les années 70-80, tous les soirs, faisaient monter les grosses truites au crépuscule, et accourir tous les touristes pêcheurs à la mouche de France, de Suisse et d'ailleurs.

*Afin de retracer les méandres de cette histoire, voici quelques dates marquantes ayant conduit à l'espoir d'un renouveau du Doubs sur près de 60km en aval du Châtelot.*

**Mars 1969.** Dans l'ouvrage «Les effets des variations journalières du niveau du Doubs sur la petite faune aquatique», l'hydrologue jurassien J.C. Bouvier démontre que les marnages sont nuisibles pour la faune, et ce sur une distance de plus de 50km en aval du Châtelot. Eclot ainsi une prise de conscience étayée par des données scientifiques.

**23 juillet 1986.** Lancée par des militants associatifs, une pétition alerte le préfet du Doubs. Elle marque le début d'un processus de révolte contre l'administration complice d'EDF en dénonçant des conditions hydrauliques scandaleuses : lorsque l'usine du Refrain cesse de travailler pendant le week-end et met la rivière à sec. Cette action semble avoir déclenché les études du SRAE<sup>(7)</sup>, qui ont abouti par la suite au «rapport Vergon» et à un vrai engagement de la Direction régionale de l'environnement de Franche-Comté.

**Septembre 1986.** Bernard Poupelloz, qui connaissait les subtilités de la frontière franco-suisse, devient chef de service au Ministère responsable de la pêche. Il entreprend la révision de la nouvelle convention franco-suisse en la calquant sur l'accord international du lac Léman.

**1989.** Publication de l'«Essai sur le régime hydrologique du Doubs» de J.C. Bouvier. L'auteur y préconise déjà une «utilisation permanente de 2 à 3m<sup>3</sup>/s au Refrain».

**Août 1990.** Un groupe de travail franco-suisse, «le Groupe Doubs», est créé à notre initiative, avec pour objectif de faire connaître l'intérêt économique de la rivière Doubs pour sa richesse



La centrale est située à 50 m en aval du barrage.  
La mini-voûte sur la gauche permet de briser l'énergie des eaux en cas de crue.  
Crédit photo : Jean Wencker

(6) APPMA : Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.  
(7) SRAE : Service Régional de l'Aménagement des Eaux.



## Du nouveau sur le Doubs franco-suisse

piscicole exceptionnelle, et que les électriciens prennent en compte la préservation de ce capital nature. Le président du groupe, Pierre Willen de la Chaux-de-Fonds, s'est beaucoup dépensé, il s'est même fait élire député, mais il n'a jamais pu modifier une virgule du règlement d'eau de l'ENSA, car le président du Parlement cantonal était aussi celui du conseil d'administration de l'ENSA...

**Avril 1993.** Publication du «Rapport du Groupe Doubs». Il informe en particulier des perspectives ouvertes par la nouvelle convention en matière de protection du Doubs. On y trouve, en sus de l'inventaire des richesses naturelles de la région, une analyse juridique du Nouvel Accord de Paris réalisée par Jean-Yves Grenon, Consul général du Canada à Strasbourg et ambassadeur auprès du Conseil de l'Europe. Le Conseil général du Doubs ignorait, jusqu'à notre audience, qu'un nouveau texte allait réglementer les affaires doubistes franco-suisse. Ceci était très significatif du niveau d'intérêt de cette collectivité pour les ressources naturelles de la frontière...

**1er septembre 1993.** Mise en vigueur de l'Accord franco-suisse, dit nouvelle convention, qui est donc l'instrument juridique adapté pour défendre le milieu aquatique du Doubs. Il instaure une commission mixte qui, avec une commission technique, doit gérer les affaires de la pêche du Doubs-frontière.

**Octobre 1994.** «Le Doubs franco-suisse» est publié, qui est aussi intitulé «rapport Vergon». Ce fut un grand événement car c'était le premier document français établissant de façon incontestable que les barrages sur le Doubs franco-suisse avaient des effets dommageables sur le milieu naturel aquatique(8).

C'est à cette période que le représentant du gouvernement français répliqua aux électriciens, si sûrs de leurs titres fondant les pratiques courantes de leurs éclusées et comptant bien ne rien y modifier avant l'échéance en 2028 des concessions : «Non, Messieurs, nous avons l'outil juridique pour faire changer ces choses, mais il faut dégager la volonté politique de l'appliquer».

**1996.** Le CSP a réalisé des pêches d'inventaire à l'automne, ayant révélé un très fort

accroissement de la productivité piscicole en juvéniles. Et pour cause : le chômage de l'usine du Refrain avait conduit EDF à laisser un débit de 4m<sup>3</sup>/s pendant toute la durée des travaux de maintenance de l'usine (galerie effondrée, 18 mois de travaux...).

**Août 1997.** Publication d'un rapport du CSP «Etat de santé des populations salmonicoles et impact des repeuplements sur le Doubs franco-

**22 janvier 1998.** En marge d'une conférence ministérielle de la CIPR, les ONG françaises, que nous représentons, avaient projeté de remettre une énième missive à la Ministre de l'environnement Dominique Voynet, pour attirer son attention sur un Doubs qui se meurt des marnages de l'hydroélectricité et de l'immobilisme de la commission mixte. Le document est présenté à Philippe Roc, directeur de l'Office Fédéral de l'Environnement, des Forêts et du Paysage (le Ministère suisse à Berne). Ce dernier



Le barrage du Refrain (25) déverse environ 20m<sup>3</sup>/s car l'usine ne peut turbiner que 25m<sup>3</sup>. L'excédent d'eau passe dans le lit court circuité sur environ 3 km - Août 2006. Crédit photo : Jean Wencker

helvétique». On y lit : «La réparation de l'usine du Refrain, ayant entraîné l'arrêt des éclusées de cette exploitation pendant plus d'un an, a permis le développement harmonieux d'un peuplement plus dense, se rapprochant nettement de l'optimum théorique, sans qu'il ait été nécessaire de recourir à des alevinages.(...) Toutefois les introductions de poissons ne suffisent pas à compenser l'impact de débits réservés insuffisants et d'éclusées trop fortes. A contrario, plus les débits se rapprochent d'un régime naturel, plus la fraie semble efficace et plus les alevinages semblent inutiles, voire sujets à caution (...) L'effort des gestionnaires de la pêche doit surtout se porter sur la négociation des débits réservés insuffisants des deux principales installations hydroélectriques du Doubs franco-suisse».

commande aux associations françaises un rapport faisant le point de la situation. Finalement, ce rapport(9) préconisait comme compromis la construction d'une microcentrale au pied du barrage, pouvant turbiner 2 à 3m<sup>3</sup>/s, et l'augmentation en conséquence du débit réservé de l'usine du Refrain.

**27 mai 1998.** Lors de la réunion annuelle de la commission mixte, son président Eric Staub déclare que le relèvement ponctuel des débits à l'automne, pour faciliter le frai des truites, est une mesure positive, mais qu'il fallait aller vers la construction d'un ouvrage qui libère en permanence 2m<sup>3</sup>/s au pied du Châtelot. Le rapport transmis à Philippe Roc était donc parvenu à celui qui avait en charge les affaires du Doubs.

(8) On y trouve en particulier des thermogrammes très démonstratifs des nuisances du Châtelot, des indices biotiques, des incidences sur la morphologie du cours d'eau...

(9) Condensé sur trois petites pages, mais 300 pages d'annexes.

## Du nouveau sur le Doubs franco-suisse

**19 décembre 1999.** Au cours d'une réunion d'examen d'un projet de turbine au Châtelot, un brillant ingénieur biologiste suisse, Daniel Hefti, démontra que  $2\text{m}^3/\text{s}$  était le meilleur compromis entre la productivité biologique du Doubs et la productivité hydroélectrique. Mais le problème du financement restait ouvert. Or, c'était l'époque où, pour commémorer les 700 ans de la Confédération helvétique, un fonds de 1 million de Francs suisses avait été constitué pour financer des projets pour l'environnement. Si bien qu'au cours de cette réunion, on suggéra de faire appel à ce «Fonds Suisse pour le Paysage» (FSP) pour cofinancer la turbine. Mais l'un des administrateurs du fonds réagit de manière cinglante : «ce fonds est pour les projets suisses d'intérêt national, pas pour un ouvrage au fond d'une gorge que ne voient que quelques randonneurs par an...». Nous avons alors rappelé que les éclusées du Châtelot se faisaient sentir jusqu'à Ocourt, et donc depuis le canton de Neuchâtel jusqu'au milieu du canton du Jura. Ainsi, deux cantons à l'échelle de la Suisse(10), ne serait-ce pas l'intérêt national suisse ?

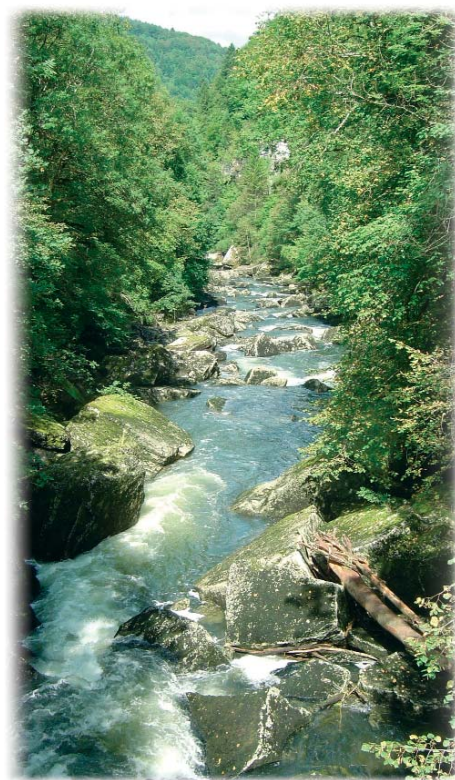
On n'a plus entendu parler du projet de turbine avant 2002.

**7 mai 2002.** Le Conseiller d'Etat Pierre Hirschy, annonce qu'il n'y a plus d'obstacle à la réalisation de cette nouvelle turbine et que les financements sont bouclés côté suisse, avec une participation conséquente du FSP. L'aspect novateur du dossier est que le FSP assure un financement de 450 000 FS, mais qu'il a émis des conditions à cette participation, conditions que la Société des Forces Motrices du Châtelot accepta. En effet, le FSP exigeait qu'il y ait une amélioration de l'hydraulicité sur tout le cours de la rivière par cet équipement, et qu'à l'issue de l'opération, les volumes d'eau turbinés au barrage du Châtelot transitent librement jusqu'à Ocourt en aval.

L'usine du Refrain, sous juridiction française, posait problème. Une étude était en cours pour évaluer de quelle manière les conditions du FSP pourraient être respectées. On s'orienta vers le turbinage d'au moins  $3\text{m}^3/\text{s}$  au niveau de l'usine, capacité minimale des installations techniques existantes(11). Les conditions posées par le FSP ne semblaient donc pas insurmontables et l'accord fut ainsi envisagé avant l'été, prévoyant la construction entre mi 2003 et la fin 2004 pour un coût global de 5,5 millions FS.

**2 Juin 2003.** L'«Accord Cadre franco-suisse» et le «Plan d'Assainissement Doubs» (PAD) sont publiés. Y figure finalement la close spécifique : «les volumes libérés au pied du Châtelot devaient transiter sans entraves jusqu'à Ocourt», ce qui avait conduit les électriciens suisses à négocier avec les gestionnaires du barrage franco-français du Refrain, et à signer avec la France une convention (cet Accord Cadre), stipulant que l'ouvrage du Refrain turbinerait en permanence au moins  $3\text{m}^3/\text{s}$ , débit minimal de sa restitution. C'était la seule façon pour EDF d'éviter la perte énergétique de  $2\text{m}^3/\text{s}$  sur les 3km de son tronçon où le Doubs est en conduite forcée. L'accord cadre ne respectait pas exactement la condition du FSP, le tronçon court-circuité n'étant pas «assaini», mais c'était un compromis acceptable(12).

A partir de là, les électriciens ont communiqué sur le PAD, leur luxueuse plaquette vantant les mérites de débits plus forts... débits qu'ils avaient pourtant farouchement refusés pendant les 20 ans de ce combat en niant parfois jusqu'à l'évidence !



Tronçon du Doubs (25) - Ce niveau d'eau est exceptionnel. En temps normal, il est minime.  
Crédit photo : Jean Wencker

**Janvier 2004.** Suite à une plainte de l'association ANPER-TOS, pour non-application de la loi sur le passage du  $1/40^{\text{ème}}$  à  $1/10^{\text{ème}}$  du débit réservé au Refrain(13), le Tribunal administratif de Besançon condamna EDF à fournir un calendrier de mise aux normes sur la durée restant à courir de sa concession. Ce jugement fut infirmé en appel pour un vice de forme. Cependant, il a certainement contribué à ce que l'électricien envisage par la suite la construction d'un ouvrage pour turbiner un débit réservé qui, depuis des décennies, est de  $665\text{l/s}$ . En effet, un projet se concrétise peu à peu pour la mise en service fin 2007 d'une micro-centrale sur le barrage, apte à turbiner jusqu'à  $1/10^{\text{ème}}$  du module (soit  $2,6\text{m}^3/\text{s}$ ). EDF a calculé qu'avec  $1/30^{\text{ème}}$  du module, elle équilibrait déjà ses coûts d'exploitation ; le surcroît d'énergie produit compensant la minoration des volumes lâchés par éclusées. A terme, les impératifs de la Directive-Cadre sur l'Eau permettront d'augmenter ce débit et enfin d'assainir la partie amont de l'usine comme ANPER-TOS avait tenté de l'obtenir par la voie judiciaire.

**27 avril 2006.** La turbine du Châtelot est officiellement inaugurée, bien qu'elle tourne depuis l'automne 2005. Il était prévu que nous intervenions, au nom d'ANPER-TOS et de FNE, mais notre participation s'est trouvée annulée, pour une raison certainement bien différente de celle d'une limite de temps invoquée. Contre un quart de siècle d'engagement, on a refusé deux minutes aux voix associatives ! Par honnêteté et fidélité, il convient aujourd'hui de s'inscrire contre «les ouvriers de la onzième heure», qui veulent gommer l'histoire, et ignorer ceux qui pendant 25 ans ont oeuvré à l'émergence du concept turbine.

### *L'aboutissement d'un combat de 25 ans et ses leçons...*

Ainsi, rendons un juste hommage aux véritables artisans de ce projet, notamment aux membres du Groupe Doubs. Il faut citer Bernard Poupelloz, fondateur majeur de la nouvelle convention franco-suisse, Jean Claude Bouvier pour ses précieuses études hydrologiques, mais aussi Eric Staub. André Triboulet, le dévoué président de l'APPMA locale, a - lui - toujours cru que cet ouvrage se ferait et a toujours apporté son

(10) La Suisse compte en tout 26 cantons.

(11) Une mini-turbine au barrage du Refrain ne semblait pas souhaitable économiquement, vu la faible hauteur de chute.

(12) Notons que le gain environnemental dans le tronçon court-circuité serait mineur par rapport à ce qui se passe en aval de l'usine où se trouvent les secteurs périodiquement exondés.

(13) Loi «pêche», N° 84-512, du 29 juin 1984, relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles.



## Du nouveau sur le Doubs franco-suisse



Usine de la Goule  
Crédit photo : Jean Wencker

soutien, avec la Franco-Suisse, aux associations environnementales. Messieurs Pierre Hirschy et Philippe Roc n'ont, quant à eux, pas ménagé leurs efforts d'homme politique suisse et de haut fonctionnaire.

Saluons les administrateurs du FSP, car c'est bien grâce à leur exigence que plus de 50km de Doubs verront bientôt un régime hydrologique plus naturel, ainsi que les ingénieurs d'EDF qui continuent en ce moment de réaliser un ouvrage au Refrain, devançant par là ce que seront sûrement les prescriptions réglementaires de la future loi sur l'eau française. Ils ont fait preuve ici d'une réactivité exceptionnelle sous l'aiguillon de leurs collègues suisses.

Ce chantier est un formidable encouragement au monde associatif car il démontre que les associations ne doivent jamais renoncer quand elles sont convaincues de plaider l'intérêt public. Mais cette longue aventure illustre également une règle fondamentale de l'action publique : le plus difficile n'aura pas été de surmonter les coûts, ni de trouver les solutions techniques, ni de concevoir un nouvel outil juridique traitant du Doubs franco-suisse, mais bien de dégager la volonté politique d'appliquer l'outil juridique de 1993.

Nous pouvons aujourd'hui formuler 3 vœux :

- que la coopération internationale mette moins de temps pour juguler la **pollution diffuse** de nos eaux qu'elle n'a mis à concrétiser cet ouvrage
- que nos amis suisses continuent d'être un **modèle pour l'UE** en matière de protection et restauration des rivières

- qu'ils fassent **partager leur vision des débits réservés du Rhin** à leurs collègues électriciens français travaillant sur le chantier d'une nouvelle concession hydroélectrique à Kembs (68)(14) .

Une bataille difficile a été gagnée. Aujourd'hui, il nous faut rapidement une loi sur l'eau, et en particulier son article 4, qui soient cohérents avec les exigences communautaires(15) et qui permettent d'enrayer le processus de dégradation des eaux. Gagner désormais la bataille sur la qualité chimique des eaux est devenu très urgent. Le Doubs se meurt malgré des débits retrouvés : les indices biotiques se sont effondrés ; des communes françaises et suisses comme Goumois continuent d'y déverser leurs égouts sans la moindre épuration ; le dispositif épuratoire pour la grande ville suisse de La Chaux-de-Fonds est insuffisant comme l'a tout récemment dénoncé la Franco-Suisse.

Ce n'est pas encore l'heure de pavoiser pour les militants associatifs qui veulent un jour revoir une truite de plusieurs kilos gober la «Grande Jeanne»(16).

*Jean Wencker*  
Délégué Franche-Comté de ANPER-TOS,  
Membre du réseau eau de FNE,  
membre du Comité National de l'Eau,  
Vice-Président d'Alsace Nature



Barrage de la Goule  
Crédit photo : Jean Wencker

(14) Concession échue fin 2007. En Suisse, bien en amont de Kembs, les débits réservés sur le Rhin sont de l'ordre de 200-300m<sup>3</sup>/s. EDF ose proposer 45m<sup>3</sup>/s...

(15) Ce n'est pas le cas avec la version sortie en avril dernier de l'Assemblée nationale.

(16) C'est le nom, à Goumois, de la grande perle de la famille des plécoptère, une espèce quasi disparue alors qu'il y a 20 ans leurs vols par myriades affolaient fin mai truites et automobilistes...



# Des réserves d'eau pour le bassin de l'Autize : Un projet de dupes ?

Sur la route des vacances, à mi-distance entre Niort et Fontenay le Comte, chacun peut observer, de la route nationale comme de l'autoroute, l'élévation d'énormes digues enserrant une dizaine d'hectares. Intrigué par de tels travaux en rase campagne, le curieux peut s'approcher et lire un panneau d'information : «Cet aménagement est destiné à améliorer en été les conditions d'alimentation du Marais en stockant, en hiver, la moitié du volume des prélèvements agricoles autorisés sur sa périphérie».

## Une imposture

Il apprendra que l'ouvrage qui le surplombe n'est que le premier d'un ensemble de 10 réserves d'eau bâchées(1). Il en déduira que la collectivité, soucieuse de la bonne santé du Marais poitevin, a décidé à très grands frais (14 millions d'Euros) de garantir son approvisionnement en eau. Comprenant que ce système est en réalité une sorte de bassine que l'on remplira d'eau le moment venu, et d'après la logique de ce qu'il a lu sur le panneau, il suivra du regard le cheminement des tranchées des tuyaux d'exhaure de l'ouvrage et s'attendra à les voir aboutir quelque part dans le Marais mouillé proche. Surprise : ces tuyaux s'arrêtent chez une poignée d'irrigants, et alimenteront, par pompes de reprise interposées, les canons à eau et pivots d'arrosage déjà en place. Alors, où est l'erreur ?

## Un rapide retour en arrière

Été 1996 : maïsiculture oblige, la nappe d'eau sous-jacente de la plaine du Sud-Vendée fait toujours l'objet d'une sur-exploitation. Elle en est si déprimée que le Marais poitevin adjacent s'y déverse : les canaux et les sources périphériques fonctionnent à l'envers. Dès 1992 pourtant, alertés par des arrivées d'eau saumâtre dans certains pompages, les irrigants avaient accepté de se limiter(2). Mais c'est largement insuffisant. La municipalité de Benet, l'une des communes concernées, vote une délibération demandant une remontée de la cote d'arrêt au piézomètre de contrôle à +2.00NGF(3). Une succession d'études et d'expertises s'engage alors, validant scientifiquement le constat des riverains (la vidange du Marais dans la nappe en période d'irrigation), évaluant les niveaux de cette nappe à ne pas transgresser, et quantifiant de ce fait l'ordre de grandeur des volumes de prélèvements estivaux à économiser.

D'emblée, et faute de pouvoir construire un barrage, une seule solution est proposée : il faut construire pour 3 millions de m<sup>3</sup> des retenues de



R etenne dite de Oulmes-Nord (85) en construction : pose de la géomembrane (713 000 m<sup>3</sup>)  
Crédit photo : Jean-Jacques Guillé

substitution, dans lesquelles puisera directement une partie des irrigants ! Mais ceux-ci n'acceptent pas de payer plus de 0,03 €/m<sup>3</sup>. Ce sera donc leur contribution au coût de fonctionnement des ouvrages(4). L'investissement, plus de 4 €/m<sup>3</sup>, sera assuré à 100% par la collectivité. La maîtrise d'ouvrage du projet ne relève pas d'une ASA(5), comme ailleurs, mais d'un syndicat mixte, auquel participent les municipalités et le Conseil général de Vendée.

Face à un tel financement, les services de l'Etat, exhortés par les autres financeurs publics, notamment le Conseil régional, ont dû présenter un minimum de garanties justifiant l'intérêt public (non-retour direct de l'eau stockée au milieu naturel, commissions de suivi, clause de sauvegarde). Le relèvement du seuil de restriction totale (l'élément le plus attendu par la population locale) est prévu pour ... 2009 ! Promesse a été faite que l'on serait plus diligent si ces réserves bâchées sont opérationnelles avant (en 2007 ?), mais ce n'est pas dans le texte de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

## Une tromperie

Lors de l'enquête publique, convaincue par les «arguments économiques» de la profession agricole irrigante, mais exaspérée par la situation de ce secteur de Marais poitevin, la très grande majorité des Conseils municipaux(6) a effectivement délibéré favorablement à la création de ces réserves. Cependant, la quasi-totalité a exigé un relèvement immédiat de la fameuse cote d'arrêt des pompages d'irrigation.

Résultat : le protocole 2006 prévoit un relèvement de la cote d'arrêt à 50cm. C'est strictement symbolique, voire provocateur : il faut en réalité un minimum de 2,50m. Pour fixer un ordre de grandeur, le niveau minimum atteint en 2005 - année noire ! -, était de 70cm.

Cette année 2006, les réserves se construisent et le Marais continue de se vider : il est certain que nombre d'élus municipaux ont le sentiment d'avoir été trompés.

(1) Paru dans la Lettre eau n°35, l'article du même auteur intitulé «l'irrigation intensive en Poitou-Charentes ; facteur aggravant d'une situation de sécheresse», faisait référence à ce projet en cours sur le bassin de l'Autize, affluent sud-vendéen du Marais poitevin. (2) En 1992, un protocole de gestion des nappes du Sud-Vendée est négocié avec la Chambre d'agriculture et les irrigants. La région est divisée en 3 secteurs où le niveau d'arrêt total des prélèvements souterrains est fixé en référence à un piézomètre de contrôle. Pour le secteur de l'Autize dont il est question ici, le seuil est défini à +0.00 NGF. (3) Selon nous, le débit inverse (alimentation de la nappe par le Marais) s'enclencherait vers +4.00NGF si les niveaux de l'eau dans les fossés du Marais sont respectés et optimaux. En pratique, le processus apparaît plus tardivement car le niveau des fossés s'abaisse en même temps que celui de la nappe : le niveau de l'eau dans les fossés n'est pas respecté. La situation de crise devient aiguë à +2.50NGF : c'est la cote minimum de piézométrie de crise. (4) En fait, la participation des irrigants réellement connectés sur les bassines ne suffit pas, il est donc convenu que les quelques 117 exploitations irrigantes du secteur participeront, y compris celles qui continueront à puiser directement dans la nappe, la rivière, ou les canaux du Marais. (5) ASA : Association Syndicale Autorisée. (6) Deux municipalités se sont prononcées dans un sens défavorable au projet.



## Des réserves d'eau pour le bassin de l'Autize

### La charrie avant les bœufs

La Coordination pour la Défense du Marais Poitevin (CDMP) n'a pas de position de principe hostile à tout aménagement. Nous savons que ce territoire est un espace artificialisé résultant d'un lent, complexe et instable équilibre entre les activités humaines et une dynamique naturelle inéluctable. C'est cette spécificité qui a engendré la richesse, aussi bien biologique que patrimoniale, de ces marais littoraux atlantiques.

Mais avant d'engager des investissements aussi lourds pour la collectivité, il convient d'examiner, comme la loi le prévoit, les préalables suivants :

- A coût public équivalent, n'y a-t-il pas des alternatives plus durables ?
- Et si leur nécessité s'impose, peut-on évaluer à l'échelle du bassin versant, l'impact cumulé hydrologique et environnemental de tous les projets, réalisés et à venir ?

La présentation faite au public est une véritable mystification :

1) On construit des réserves en quantité suffisante pour économiser le prélèvement estival et le différer vers un prélèvement hivernal, époque «où l'eau est perdue puisqu'elle va à la mer».

2) Les études montrent que le Marais sera mieux alimenté en été.

3) A posteriori et par sécurité, les seuils d'arrêt total des prélèvements sont relevés.

En réalité, le présupposé non-dit est de maintenir et de sécuriser les volumes actuellement prélevés par l'irrigation. Le bon mode de raisonnement aurait dû être :

1) Définition des seuils d'arrêt total des prélèvements qui permettent à la zone humide et à la rivière de fonctionner, aussi bien sur le plan biologique qu'économique (élevage, tourisme...) : notion de Seuil Critique ou de Seuil Minimum Biologique.

2) Par déduction, définition du volume réellement disponible pour les prélèvements.

3) Garantie des besoins en eau potable, à affecter prioritairement aux ressources souterraines plutôt qu'à de nouveaux ouvrages de surface(7).

4) Etude des alternatives permettant d'économiser le volume d'eau actuellement surexploité (adapter les prélèvements agricoles au volume réellement disponible(8)).

Si les retenues de substitution s'avèrent inévitables, il est impératif de considérer :

- L'effet cumulatif de tels aménagements. Dans le cas du projet «Autize», la volonté déclarée est d'être le prototype de l'aménagement de toute la plaine sud-vendéenne surplombant le Nord du

Marais poitevin ; et à terme, de l'ensemble de son bassin versant.

Bien entendu, l'impact global n'est absolument pas quantifié.

Pour fixer les ordres de grandeur : ce projet «Autize» n'est censé «protéger» qu'environ 10% du Marais mouillé (soit à peine 3,5% de la surface du Marais poitevin !). Qui plus est : les mesures envisagées ne protègent efficacement que le secteur dit de la Vieille Autize, soit les 2/3 de la zone mise en avant. Le 1/3 restant (secteur dit de la Jeune Autize) interfère avec l'unité de gestion voisine dont il n'est pas encore question de relever le niveau d'arrêt total de prélèvement, actuellement fixé à environ 1,50m sous le niveau moyen de la mer !

- Pire, même à l'échelle de ce seul aménagement, les conditions de remplissage restent laxistes et conçues afin de minimiser le risque de non-remplissage («Si les retenues sont construites, c'est pour qu'elles servent !»)

- Nous sommes bien dans la logique de sécurisation de l'irrigation intensive montrée plus haut, et non dans une dynamique de reconquête du bon fonctionnement de la zone humide. Les pompes qui alimentent ces réserves sont pratiqués dans la rivière et dans la nappe(9). Ainsi, le risque de provoquer des étiages d'hiver n'est pas écarté.

Pour conclure, on remarque que la position de la CDMP est partagée par la plupart des associations environnementales, dont la LPO-Vendée, et par beaucoup d'agriculteurs dont, mais pas seulement, ceux de la Confédération Paysanne. Une série de réunions publiques organisées avec ces partenaires a fait tomber le mythe local du «consensus» favorable à la construction des retenues de substitution pour «donner de l'eau au Marais». Elles ont démontré que cette entreprise pérennise une situation injuste : sur ce secteur de l'Autize, une exploitation sur deux irrigue, avec des écarts de consommation considérables. En 2000, sur 117 exploitations irrigantes, on en dénombrait seulement 25 qui se partageaient 50% du volume d'eau attribué.

Juin 2006

François Marie PELLERIN - Président de la CDMP  
63 rue des Plantis - 85 490 Benet

☎ 02 51 52 96 26

✉ coord@marais-poitevin.org  
http://www.marais-poitevin.org



Le gué est à sec (il manque environ 30cm d'eau...) et le bateau à chaînes est au repos !  
Marais Poitevin (Juin 2006)

Crédit photo : François-Marie Pellerin - CDMP

(7) Notons en passant, que le département de la Vendée prévoit la construction d'un, voire deux, barrages supplémentaires à proximité de son littoral touristique. (8) Dans l'optique d'un développement durable, les pratiques plus économes en eau et/ou des conversions vers la «désirrigation» à soutenir par les mesures agri-environnementales ad-hoc, sont à privilégier. Cette voie est à comparer avec le coût des retenues de substitution, solution palliative à n'activer qu'en dernier recours. (9) En Poitou-Charentes, une revendication des Fédérations de Pêche est que, dans la mesure où ces ouvrages existent, leur remplissage doit être exclusivement effectué en rivières, en hiver, et sous les conditions de débit décrites dans le texte.

## Poutès-Monistrol

### L'heure des choix : aménager ou déménager

*L'enquête publique concernant le renouvellement de la concession du complexe hydroélectrique de Poutès-Monistrol (Haute Loire) a été clôturée le 5 août dernier. Trois commissaires enquêteurs ont été en charge de cette démarche. Un dossier de plus de mille pages, mis à l'enquête par EDF dans vingt-cinq communes (dont trois sont ouvertes toutes la semaine) montre un grand souci de confidentialité.*

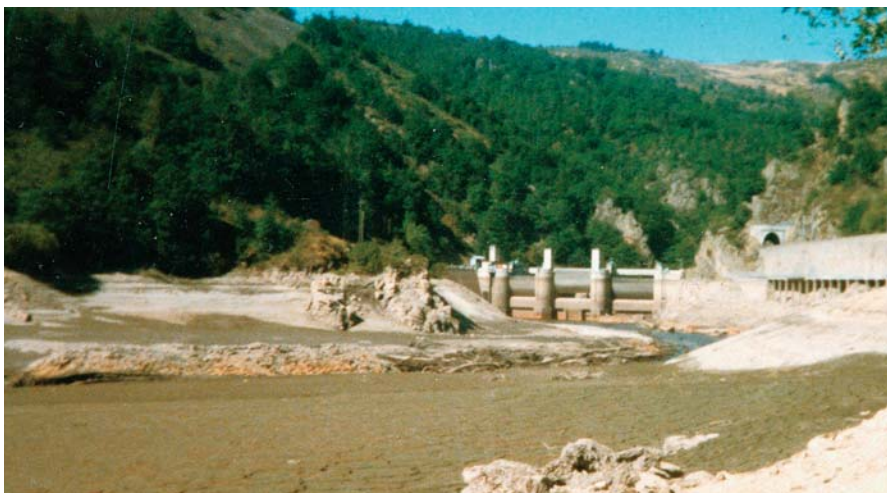
Ce complexe est constitué de trois barrages. Deux se situent en cascade sur la même rivière, l'Ance du Sud ; le troisième barre l'Allier. En l'état, ces deux chutes présentent une puissance sensiblement identique. Créées entre 1920 et 1934, puis renforcées en 1941 par la Compagnie d'Electricité Loire et Centre, ensuite nationalisées en 1946, ces unités (propriétés de l'Etat) ont été cédées à EDF en 1956 pour 40 ans. Le renouvellement de la concession à EDF a donc été soumis à enquête publique du 20 juin au 21 juillet, délai prolongé de 2 semaines, à la demande de FNE notamment.

D'un commun accord, les associations de protection de l'environnement n'ont pas remis en cause la chute de l'Ance, malgré ses éclusées<sup>(1)</sup>, ces dernières étant de faibles ampleurs. Par contre, la chute Allier demeure très contestée, y compris par les APPMA<sup>(2)</sup>, pour diverses raisons...

En premier lieu, EDF souhaite conserver le régime actuel des éclusées, notamment sur l'Allier, avec un débit accru de plus de 10%, associé au renouvellement d'un malheureux protocole d'eau signé avec l'Agence de l'eau Loire Bretagne, qui garantit un débit minimal moyen de 5,5 m<sup>3</sup>/s sur 24 heures. Un tel fonctionnement n'est plus admissible sur une rivière classée. D'autant que la retenue, vieille de plus de 70 ans, a 40% de sa capacité chargée d'alluvions (près d'un million de m<sup>3</sup>) que le pétitionnaire souhaite relarguer par la vanne de fond sur les zones de frayères !

Par ailleurs, la réduction d'accès aux espaces de frayères du grand saumon atlantique, ainsi qu'aux zones de grossissement de l'anguille, est notoire et scientifiquement prouvée. La passe de dévalaison, juste en aval des grilles d'aspiration des eaux turbinées, pose quant à elle nombre d'interrogations.

Enfin, la sécurité de la retenue n'est pas assurée, et notamment celle issue des vannes ayant relevé la cote des eaux de la retenue de 6,20 mètres. D'une capacité d'évacuation de crues égale - au mieux - à 2000 m<sup>3</sup>/s sur un bassin versant de type cévenole<sup>(3)</sup>, une exposition aux risques se présente. Deux crues d'ampleur nettement supérieure (au 19<sup>ème</sup> siècle, à 9 ans d'intervalle : 1866 et 1875) ont été occultées. Aussi, «cantonner» le risque par des études statistiques de Gumbel, des ratios et coefficients



Barrage de Poutès-Monistrol (43) à sec - Vue de l'amont - En 1985, date à laquelle a été prise cette photo, on observait environ 4 mètres d'alluvions au pied du barrage. Qu'en est-il aujourd'hui ?  
Crédit photo : René Danière

Gradex, et faire abstraction de faits avérés est un abus de confiance à l'égard de ceux qui n'ont pas accès à la culture scientifique ou à la mémoire des crues.

Dès lors qu'une série de dispositions législatives et réglementaires existe, le bon sens devrait permettre d'imaginer qu'un bassin versant équipé d'un barrage, surtout en zone cévenole, soit l'objet d'un plan de Prévention des Zones Inondables. On relève au dossier que ce PZI est «sans objet» et qu'un certain nombre de communes ciblées par l'enquête sont «non concernées par une obligation d'information». Au demeurant, EDF n'a pas manqué de se préserver, car on lit à l'article 17 de la pièce N° 15 : «Le niveau des plus hautes eaux est à la cote 651,80 NGF, niveau non dépassé, sauf cas de crue exceptionnelle et toutes vannes complètement ouvertes». Naturellement, aucun calcul de stabilité dans ces conditions n'apparaît au dossier.

Quelle impression retirer de cette enquête ?

- ni l'Etat ni EDF ne veulent financer le démantèlement de la chute Allier, particulièrement dommageable à la rivière à divers titres. Il en résulte un dossier mal organisé, parfois confus, parfois contradictoire entre les promesses et les projets de documents contractuels proposés au renouvellement de la concession.

- on observe dans ce dossier des omissions qui ne sont pas admissibles de la part d'un établissement public.

- les pressions sur le monde politique local et petits avantages en nature d'eau n'ont pas manqué et la fable des emplois créés est restée récurrente. Ainsi des élus locaux, ne visant que leur intérêt électoral à court terme, décident de l'intérêt général - voire européen - sachant par ailleurs s'approprier sa manne financière à travers les contrats du programme «Life»<sup>(4)</sup>. Il est regrettable que le Préfet de bassin n'ait pas identifié cet aspect d'intérêt local immédiat face aux enjeux de moyen et long terme.

- la confidentialité de ce renouvellement met en relief que l'Etat et EDF sont conscients des dommages créés par ce vieil aménagement. Ils font obstacle à l'objectif de bon état des eaux, exigé par la Directive-Cadre sur l'Eau d'ici 2015.

Un renouvellement en l'état (ce que propose EDF !) ne serait qu'un épisode de trop de cette chute qui a toujours été, depuis sa naissance, très contestée. Les manquements et complaisances ne résistent jamais aux faits.

René DANIERE

Président de l'association de protection,  
de préservation des sites,  
de l'environnement du Haut Allier  
et de ses salmonidés migrateurs

(1) Systèmes des éclusées : on accumule de l'eau, qui sera par la suite lâchée par chasses successives dans la rivière, ici dans le but de produire de l'électricité. (2) APPMA : Association de Pêche et de Protection des Milieux Naturels Aquatiques. (3) Les crues cévenoles sont générées à l'automne par des pluies très violentes qui sont alimentées par des nuages à développement vertical comme les cumulo-nimbus et quasi immobiles, alimentés par les intenses évaporations de la Méditerranée. (4) «LIFE, L'Instrument Financier pour l'Environnement». Pour de plus amples informations, consulter le site du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable : [www.ecologie.gouv.fr](http://www.ecologie.gouv.fr)